

Reprendre la main sur l'argent

Extraits du discours de Fabien Roussel à la Fête de l'Humanité

[...] Et d'abord nous parlerons d'argent. Et eux nous répondront « dette », « déficit », « 3 % ». Allons sur ce terrain, parlons d'argent ! Les communistes adorent ça. Parlons de toutes ces richesses créées par le monde du travail ; parlons des dividendes, de la BCE, des grandes fortunes. Ces richesses qui coulent à flots pour les premiers de cordée mais qui ne ruissellent jamais vers le bas.

À Monsieur Barnier, ministre de Sarkozy, je rappellerai que sous ce gouvernement, en 2007, les 500 plus grandes fortunes de France avaient un patrimoine de 270 Mds d'euros, ce qui représentait 14 % du PIB. Cinq ans après, ils avaient déjà gagné 50 milliards de plus ! Aujourd'hui, quinze ans après, leur fortune s'élève à 1 200 milliards ! C'est 41 % du PIB !

Mes amis, mes camarades, c'est à cela qu'il faut s'attaquer, c'est le cœur du système. Reprenons la main sur cet argent, sur nos richesses, sur nos outils de travail. Mettons fin à la dictature de la finance. Et pour cela, mettons au pouvoir l'union de la gauche et les jours heureux ! 1 200 milliards entre les mains de 500 familles... Quand même, il doit y avoir de sacrées méga bassines de tunes tout là-haut dans leur château. Je vais en parler avec Marine Tondelier... Unis contre les méga bassines de tunes ! Ça peut faire des beaux rassemblements devant les banques ! Mais pas de ZAD !

Nous voulons une banque publique, au service de la nation, qui prête à taux 0 ou négatif, avec des critères fixés démocratiquement, pour financer la transition écologique, les services publics, nos communes et la réindustrialisation du pays. Nous voulons reprendre le pouvoir sur l'argent, sur les richesses que nous créons. Il y a 3 000 milliards d'euros d'argent dans les banques. Il y a eu plus de 4 000 milliards d'euros créés par la BCE, distribués aux banques et si mal utilisés par Emmanuel Macron.

La grande bataille à mener, c'est celle de mettre ces sommes colossales au service de l'intérêt général, du climat, des services publics, de l'industrie. C'est possible. C'est une question de volonté politique. Car nous voulons vivre dans une France qui prend soin de tout le monde,

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2477 – Jeudi 26 septembre 2024

qui prend soin de ses enfants comme de ses aînés, qui retrouve une industrie au service de la nation, une France qui garantit à chacun de pouvoir vivre de son travail.

Nous voulons construire des écoles, des facs, des maternités, des crèches, des hôpitaux, des commissariats, et avec tous les agents du service public nécessaires pour les faire vivre. Nous voulons relancer le logement, garantir un toit pour tous. Nous voulons lancer ces grands travaux pour développer le rail, le fluvial et multiplier par deux la production d'électricité en France. Comme nous le proposons dans notre Plan Climat pour la France «Empreinte 2050».

Nous voulons former, bâtir, reconstruire, produire, pour créer de la richesse, pour financer la protection sociale, sauver la biodiversité et tenir nos engagements climatiques.

Ce n'est pas les banques et encore moins les traders qui sauveront la France, ce sont les profs, les soignants, les cheminots, les énergéticiens, les chercheurs, les ingénieurs. Et c'est avec eux que nous le ferons.

Nous voulons de beaux et grands services publics, car c'est le moyen le plus efficace pour garantir l'égalité des droits pour tous et partout. L'accès à

Suite page 2



la santé, à l'école, à l'énergie, au transport, au logement, c'est essentiel. C'est pour cela que l'argent est capital pour construire cette République du service public.

Nous voulons aussi retrouver une industrie au service de la nation et pas des actionnaires, dans laquelle chaque ouvrier, chaque ingénieur se sent respecté, écouté, et participe aux décisions collectives.

Je m'inquiète pour les salariés de l'automobile, de la chimie, de la sidérurgie, toujours trahis par des spéculateurs, des fonds de pensions qui ne pensent qu'à leurs dividendes. Trahis aussi par ces élites, ces commissaires européens non élus, ces ministres qui les ont vendus sur l'autel de la concurrence libre et non faussée.

Je pense aux salariés de Durisotti à Sallaumines. 450 emplois menacés dans le Pas-de-Calais ; je pense à ceux de MA France que vous avez accueillis tout à l'heure. Avec eux, battons-nous pour nos usines !

Pour nous, l'industrie c'est la vie, nous ne pouvons pas la laisser dans les mains des marchés financiers.

Nous défendons une stratégie industrielle pour la France qui permettra de produire en France ce que nous consommons en France. Ne laissons pas les marchés financiers décider et ouvrons une nouvelle ère pour l'industrie française. L'industrie, c'est la vie !

Voilà l'ambition que nous voulons partager pour la France, pour chaque Français.

Il y a des millions d'emplois à créer, d'hommes et de femmes à former, dans le public comme dans le privé. Il y a tellement de jeunes qui rêvent de s'investir pour leur pays. Il y a tellement de salariés dévoués dans leur métier qui aiment ce qu'ils font. Il ne leur manque que cette grande ambition collective, au service de tous ! Au service de l'être humain et de la planète.

C'est cela que je souhaite partager avec vous. Permettre à chacun d'être fier de son travail, de pouvoir en vivre, de s'y épanouir, de pouvoir se projeter, évoluer, partager sa passion avec ses enfants.

Dans notre projet pour la France, le travail est central. Nous lui redonnons tout son sens et nous ne voulons laisser personne de côté. Dans la France du travail que nous voulons bâtir, chacun trouvera sa place, selon ses compétences, son expérience. Nous voulons zéro chômeur en France. La gauche du travail, c'est celle qui met sur la table cet objectif : éradiquer le chômage, interdire le chômage !

Oui, interdire le chômage avec des emplois bien payés, avec un Smic à 2.000 euros brut, un rattrapage de tous les salaires et leur indexation sur l'inflation. Et avec des salariés qui participent aux décisions ! Nous voulons pour chacune et chacun un emploi ou une formation et un bon salaire pour pouvoir en vivre.

Nous voulons une France du travail. ■

Réactions suite à la nomination de Geneviève Darrieussecq, ministre de la santé

Du nouveau dans la continuité !

Enfin notre pays a un nouveau gouvernement, un cap est fixé et il ne va pas déroger au précédent. Il va être au contraire encore plus brutal pour les travailleurs.

Une cure d'austérité est annoncée avec les conséquences que cela va entraîner pour la vie des Françaises et des Français.

Parmi les nouveautés, le visage de la montoise, Geneviève Darrieussecq pour s'occuper des questions de santé. Une professionnelle à ce poste, une bonne nouvelle, pas si sûr !

Nous risquons de revivre au même remède les mêmes maux.

En tous cas, il faut espérer que ses premières décisions iront pour l'hôpital de Dax avec plus de moyens humains et matériels. En sachant que l'hôpital de Dax, il y en a des dizaines et des dizaines dans notre pays.

Et puis, si elle laisse son ministère dans le même état de santé qu'elle a laissé les finances de la ville et de l'agglomération montoise, les difficultés ne sont pas prêtes d'être guéries...

Alain Baché
Secrétaire départemental du PCF
Conseiller municipal et communautaire
de Mont-de-Marsan

Une ordonnance façon puzzle...

Souvenons-nous... C'était le 1er octobre 2014, en séance du conseil municipal de Mont-de-Marsan : « Tant qu'on empruntera pour payer les feuilles de la Sécurité sociale, pour payer des retraites et pour payer des salaires, ça n'arrêtera jamais. »

Geneviève Darrieussecq, alors maire (MoDem), répondait ainsi à Céline Piot, élue de Gauche, quand celle-ci expliquait que la dette était liée à une décision politique remontant à 1973 et reprise par le Traité de Maastricht en 1992 (l'interdiction à l'État d'emprunter à la Banque de France pour le contraindre à emprunter sur les marchés financiers). Geneviève Darrieussecq avait préféré accuser les conquies sociaux.

Selon elle, la solution consiste donc à s'en prendre à la Sécu, aux retraites et aux salaires.

Est-ce pour appliquer ce dogme néolibéral que Geneviève Darrieussecq vient d'être nommée ministre de la Santé dans le Gouvernement Barnier ?

Avec une telle ministre, les malades, les retraités et l'hôpital public ont de quoi s'inquiéter !

Céline Piot
Conseillère municipale et communautaire
de Mont-de-Marsan

Salaires, retraites, services publics, industrie :
Le 1er octobre on se mobilise pour gagner des avancées

Rassemblement devant
la Préfecture des Landes
à Mont-de-Marsan
à 10 h 30

Mobilisation interprofessionnelle et intersyndicale

Halte à l'escalade au Liban : la France doit rappeler son ambassadeur à Tel Aviv

Les inquiétudes sont grandes face aux conséquences possibles de la décision du gouvernement d'extrême-droite israélien de viser l'organisation islamiste Hezbollah par la vague d'explosions de leur matériel électronique, prenant délibérément le risque de frapper des civils. Ces

attaques qui ont fait 37 morts et 2931 blessés sont une nouvelle étape dans la montée des tensions guerrières à la frontière libanaise, ayant déjà provoqué l'évacuation de 200 000 civils libanais et autant d'Israéliens.

Le gouvernement de Benyamin Netanyahu cherche ainsi délibérément l'escalade et la régionalisation du conflit. Pas plus que les pogroms du 7 octobre du Hamas ne justifiaient la destruction de Gaza, les provocations du Hezbollah ou du régime de Téhéran dans la région n'autorisent en rien cette action, qui viole le droit international. Car ce sont les peuples, libanais, israélien, palestinien, qui en sont les victimes.

La seule motivation du clan suprémaciste au pouvoir à Tel-Aviv est d'entretenir la guerre pour faire taire le mouvement démocratique qui gagne chaque semaine en ampleur en Israël et se maintenir coûte que coûte au pouvoir. Il a déjà provoqué trop de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, il doit être stoppé avant qu'il ne provoque un embrasement régional. La communauté internationale doit de toute urgence répondre à l'appel du secrétaire général de l'ONU.

Le PCF condamne tout acte d'escalade et toute action de guerre. Il dénonce le recours délibéré par le gouvernement israélien à une technologie conçue pour provoquer des victimes civiles et provoquer la terreur dans la population. La guerre au Nord, comme les massacres de masse à Gaza et les crimes de l'armée et des colons en Cisjordanie doivent être arrêtés. Il réaffirme sa solidarité avec le peuple libanais, menacé à nouveau par une guerre provoquée par un gouvernement israélien, comme avec les Israéliens qui manifestent contre cette escalade dangereuse.

Le PCF dénonce les violations répétées de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban.

Se prononcer verbalement contre l'escalade, comme l'a fait Emmanuel Macron, ne suffit pas. Il faut agir pour stopper ce gouvernement de hors-la-loi.

La France ne peut demeurer plus longtemps dans les tergiversations et l'hypocrisie.

Elle doit rappeler pour consultations son ambassadeur à Tel-Aviv et saisir le Conseil de sécurité afin qu'il condamne l'escalade en cours et



exige que le gouvernement de Netanyahu y mette fin. Il est temps que la mission de la FINUL, en vue de rétablir la paix et la sécurité dans la région, soit respectée.

La France doit agir pour un embargo sur les armes et composants militaires à destination de l'Etat d'Israël et pour la

suspension de l'accord d'association UE-Israël tant que le gouvernement israélien persiste à bafouer le droit international.

La France doit faire respecter les résolutions de l'ONU pour un cessez-le-feu à Gaza, elle doit agir pour que soit appliqué le récent appel de l'Assemblée général des Nations unies à l'arrêt de l'occupation et de la colonisation de la Cisjordanie. Sans délai, il lui faut reconnaître l'Etat de Palestine aux côtés de l'Etat d'Israël dans les frontières de 1967.

Le PCF exige la libération des otages israéliens retenus à Gaza et la libération des prisonniers politiques palestiniens. À l'occasion de la journée internationale du 21 septembre, il appelle à la plus large mobilisation en faveur d'une solution de paix dans la justice pour tout le Proche-Orient. ■

Université d'automne du PCF des Landes Samedi 12 octobre à Tarnos Parc de la Nature

C'est à Tarnos que se tiendra cet événement politique. Une journée pour échanger, comprendre et réfléchir en commun à une construction politique pour de nouveaux jours heureux dans les Landes, en France et en Europe.

Au programme :

8 h 30 / 10 h 30 : Quelle organisation communiste avons-nous besoin ?

10 h 30 / 12 h 30 : Des élus communistes pour les collectivités locales au service des territoires et populations.

12 h 30 - BANQUET POPULAIRE

14 h 30 / 17 h 30 : Quelle ambition et quel avenir pour le NFP ? en présence des candidat(e)s aux dernières législatives et des forces politiques, membres du NFP. ■

Outre-Mer

Assez de violences et d'injustices

Les communistes interpellent le premier ministre et le chef de l'État pour trouver des solutions.

Le Parti Communiste Français et ses élu-es n'ont eu de cesse de dénoncer la situation vécue par les populations des pays dits d'Outre-Mer. Populations structurellement victimes de la vie chère, de l'exploitation des ressources, de scandales écologiques et sociaux, de discriminations, de violences et de déni culturel ou démocratique vis-à-vis des aspirations à plus de singularités, d'autonomie voire d'indépendance pour ces territoires que la République semble ne pas considérer, et traite dans une tyrannique indifférence comme l'exprimait Aimé Césaire.

Aujourd'hui, après la Nouvelle-Calédonie, c'est en Martinique que se met en place le couvre-feu et que la répression frappe la population. Fabien Roussel l'a exprimé à nouveau mardi lors de sa rencontre avec Michel Barnier, après avoir ces dernières années alerté plusieurs fois Emmanuel Macron sur la situation. Encore plus qu'en Métropole, la question des salaires, des prix de l'alimentation, du logement, des services publics, de la santé, de l'emploi, du respect des cultures, des langues, des habitant-es et des territoires se posent avec force et nous le disons : la violence n'est en aucun cas une solution. Nous sommes face à l'Histoire de ce qu'ont été l'esclavagisme et la colonisation, tout cela doit définitivement être assumé et être derrière nous.

Le message politique de la République doit être clair pour toutes et tous : oui il faut partout reprendre le dialogue sur l'avenir commun de la France et des pays dit d'Outre-Mer. En Martinique, les prix de l'alimentaire ont augmenté de 40%. C'est inacceptable et le gouvernement, alerté depuis juin, n'a rien fait.

Il faut, sur les prix de l'alimentaire notamment, prendre des mesures fortes de contrôle des prix pour les baisser et stopper leur augmentation en empêchant les marges scandaleuses de certains grands groupes privés de l'agro-alimentaire.

Nous soutenons la revendication d'en finir avec la vie hyper chère qui s'exprime en Martinique actuellement, il faut y répondre et stopper la répression aveugle. C'est une question qui se pose partout à la Réunion, en Polynésie, en Guyane, en Guadeloupe, en Nouvelle-Calédonie.

Il faut au plus vite rouvrir le chemin du dialogue politique et du respect des collectivités sur les processus politiques en cours de singularisation, d'autonomie ou d'indépendance. Respecter les langues, la culture et les dirigeant-es politiques de ces territoires, renouer le dialogue.

En Nouvelle-Calédonie, il faut garantir l'annulation du dégel électoral et le respect des accords de Nouméa, le dialogue local avec le FLNKS notamment entre loyalistes et indépendantistes.

Nous demandons la libération de prison de Christian Tein, Président du FLNKS, la reprise de réelles négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, comme la reprise du dialogue avec l'ensemble des élu-es et des collectivités dites d'Outre-mer pour des solutions immédiates qui mettent fin aux violences et aux injustices. ■

CHOC DES SAVOIRS, CHOC DES POUVOIRS

Qui a eu cette idée folle/ Un jour d'inventer l'école (bis)/ C'est ce sacré Charlemagne/ Sacré Charlemagne... Extrait de chanson «Sacré Charlemagne» de France Gall (chanteuse née Isabelle Gall, 1947-2018). Le 2 septembre 2024, 12 millions d'élèves et 1 million de salarié-es ont retrouvé le chemin de l'école. Mais la rentrée scolaire demeure un moment compliqué pour de très nombreuses familles françaises. Si le coût de la rentrée 2024 affiche une baisse moyenne de 6,8%, elle ne compense pas les hausses des années précédentes. La revalorisation de 4,6% de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) est insuffisante pour compenser l'inflation de 4,9% sur l'année. En primaire, la somme moyenne à assumer par enfant est évaluée à 236€, 324€ en collège, 398€ en lycée selon La CSF (confédération syndicale des familles). Si l'ARS qui est de 416€ pour un élève de 6 à 10 ans, 439€ de 11 à 14 ans et 455€ de 15 à 18 ans permet d'assumer les dépenses de la rentrée pour les 3 millions de familles qui la perçoivent, soit environ 1/3 des enfants scolarisés, elle ne couvre pas les dépenses liées à la scolarité tout au long de l'année soit restauration, assurance, sorties et voyages, activités périscolaires, équipement numérique, etc, évaluées à 1500€ en primaire et 2300€ en lycée. Toutefois, ces dépenses sont marquées par de fortes inégalités sociales et territoriales, alors que les prix des cantines sont très variables et que les collectivités n'offrent pas toutes la gratuité des transports scolaires comme c'est le cas dans les Landes. Par ailleurs, les dépenses sont aussi liées à la scolarité et au coût des équipements dans certaines filières (matériel technique, habillement, etc. De nombreux BAC professionnels nécessitent des dépenses supplémentaires importantes alors que les élèves sont majoritairement issus de familles aux revenus modestes. L'enseignement a été profondément déstabilisé par des années de réformes réactionnaires et antisociales et le ministère Belloubet, démissionnaire mais encore aux affaires après le refus de Macron de reconnaître sa défaite politique, persiste dans les annonces et dérives du nom du «choc des savoirs» et de «groupes de besoins» pour une école élitiste au détriment du plus grand nombre. Le Nouveau Front Populaire (NFP) veut une grande loi éducation proposant : De réduire les effectifs par classe, mieux que la moyenne européenne de 19 élèves par classe; Moduler les dotations des établissements scolaires selon le respect d'objectifs de mixité sociale ; Démocratiser l'université en abolissant Parcousup et instaurer le repas à 1€ dans les CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires); Revaloriser les grilles de salaires ; Renforcer les effectifs de la médecine scolaire dans les écoles ; Reconnaître le rôle pédagogique des personnels de la vie scolaire et créer un service public d'accompagnement des élèves en situation de handicap, titulariser les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) ; Mettre en place une garantie autonomie qui complète les revenus des ménages sous le seuil de pauvreté, accessible dès 18 ans pour les personnes indépendants fiscalement et 16 ans pour l'enseignement professionnel. Exigeons la gratuité réelle pour tous avec prise en charge des dépenses liées à la scolarité par l'État. Les savoirs pour émanciper les citoyennes et citoyens. Atau qu'es ue escole republicana (ainsi est une école républicaine).■

Roger La Mougne